



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 12/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ANTOINE EST**

Le petit Taillis  
Route de Provins  
77320 LA FERTÉ-GAUCHER

Références : AT/RGZ/1065\_2024  
Code AIOT : 0003012604

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement ANTOINE EST implanté ZAC des Sables Dombasle-Rosières 54110 Rosières-aux-Salines. L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inclut suite à la publication de l'arrêté d'autorisation en janvier 2024 et au dépôt d'un porter à connaissance en mars de la même année.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANTOINE EST
- ZAC des Sables Dombasle-Rosières 54110 Rosières-aux-Salines
- Code AIOT : 0003012604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ANTOINE EST exploite une installation de lavage extérieur et intérieur des citernes poids lourds ainsi qu'un atelier de mécanique poids lourds.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Limitation des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.3.1 a)	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
5	Transmission résultats autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
7	Qualité des	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	eaux pluviales	11/01/2024, article 2.3.2	prescription	
8	Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 4.3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 4.3 / Articles L 181-14 et R 181-46 du code de l'environnement	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Livret d'accueil secours	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 4.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
15	Stockages enterrés de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 10	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi quotidien consommation	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.1	Sans objet
2	Traitement des eaux de lavage	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.2.2	Sans objet
3	Traitement des eaux de lavage	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.2.2	Sans objet
6	Traitement Eaux Pluviales	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.3.2	Sans objet
11	Prévention et gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 5	Sans objet
12	Implantation des appareils de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.12	Sans objet
13	Étiquetage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.3	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite réalisée permet de constater que le suivi de la qualité des rejets aqueux n'est pas correctement réalisé, que l'ajout d'une installation de combustion (2 chaudières) n'a pas été porté à la connaissance du préfet conformément à la réglementation et que son implantation est contraire à une disposition de l'arrêté d'autorisation 2023-1008. Sur ces points, il est proposé une mise en demeure.

D'autres écarts relevés font l'objet de demande de justificatifs (justificatif mur coupe-feu, livret d'accueil des secours, dispositif de détection de fuite).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi quotidien consommation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Suivi quotidien consommation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant assure un suivi quotidien de ses consommations d'eau (en volume et en débit). Il dispose d'un équipement permettant de mesurer spécifiquement les consommations d'eau liée à l'activité de lavage des citernes intérieures. Ce dispositif est relevé périodiquement et les données sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection.
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu constater l'existence d'un fichier de report des consommations d'eau en volume et en débit. Elle a pu aussi vérifier la présence de dispositifs de comptage (un pour l'eau potable et un autre pour l'eau pluviale).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Traitement des eaux de lavage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique ou éliminés dans une installation dûment autorisée. [...]
<b>Constats :</b>  Les eaux de lavage sont réparties en deux 2 catégories : <ul style="list-style-type: none"><li>• les premiers jus qui sont stockés puis éliminés en méthanisation ;</li><li>• le restant des eaux est traité par un séparateur à hydrocarbures muni d'une vanne.</li></ul> L'inspection remarque que l'exploitant ne possède pas une connaissance complète du réseau. Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan complet du réseau des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et eaux usées
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Traitement des eaux de lavage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Le sol des aires de réception, stockage et lavage des citernes, est étanche, incombustible (A1). Il est conçu pour résister aux chocs et permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction incendie, déversements accidentels.

<b>Constats :</b>
Le contrôle par sondage des sols montrent que ceux-ci respectent les prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Limitation des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.3.1 a)			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des rejets			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
[...] L'exploitant assure la surveillance des paramètres selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous :			
PARAMÈTRE	VLE mg/L	FLUX (kg/j)	FREQUENCE
Volume	-	-	Journalière
Débit	-	-	En continu
Température	-	-	En continu
pH	-	-	En continu
MES	600	60	Mensuelle
DCO	2000	200	Mensuelle
DBO <sub>5</sub>	800	80	Mensuelle
Azote Global	150	15	Mensuelle
Phosphore total	50	5	Mensuelle
<b>Constats :</b>			
<p>La périodicité des analyses n'est pas respectée.</p> <p>L'exploitant envisage un retour à la normale pour la fin de l'année par la mise en place d'un débitmètre et d'un préleveur automatique.</p> <p>Pour les analyses qui ont été réalisées en 2023 et 2024, les résultats montrent un dépassement de la Valeur Limite d'Émission (VLE), en concentration et/ou en flux, sur la DBO<sub>5</sub> en 2023 et un dépassement des VLE sur la DCO et DBO<sub>5</sub> en 2024.</p>			
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>			
L'exploitant doit, à compter de la réception du présent rapport, justifier du respect de la surveillance des paramètres selon la fréquence indiquée dans l'article contrôlé			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription			
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois			

**N° 5 : Transmission des résultats de l'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. A cet effet, les résultats sont exprimés de sorte à pouvoir être comparés aux valeurs limites d'émission définies dans le présent arrêté. Les actions mises en œuvre pour lever les non-conformités si besoin sont mentionnées.  Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.  [...] Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions , sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site : <a href="https://gidafdeveloppement-durable.gouv.fr">https://gidafdeveloppement-durable.gouv.fr</a> ) au sein de la plateforme numérique GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). [...]
<b>Constats :</b>  Les résultats des analyses réalisées en 2023 et 2024 montrent un dépassement de la Valeur Limite d'Émission (VLE) sur la DBO <sub>5</sub> en 2023 et un dépassement des VLE sur la DCO et DBO <sub>5</sub> en 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, à compter de la réception du présent rapport, justifier du respect des modalités de transmission des résultats de l'autosurveillance (déclaration sur GIDAF, interprétation des résultats, signalement des anomalies et présentation des actions mises en œuvre pour lever les non-conformités, le cas échéant).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 6 : Traitement Eaux Pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. [...]
<b>Constats :</b>  Le séparateur d'hydrocarbures est présent et est entretenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Qualité des Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  pH compris entre 5,5 et 8,5 ; la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; l'effluent ne dégage aucune odeur ; teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l, si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà. La qualité des eaux pluviales de ruissellement sur voiries et parking fait l'objet de mesures de surveillance au moins deux fois par an en sortie de l'ouvrage de traitement (débourbeur séparateur d'hydrocarbures), en amont du dispositif d'infiltration.
<b>Constats :</b>  L'exploitant analyse la qualité de ses eaux pluviales mais n'indique pas les flux correspondants. L'inspection ne peut donc pas conclure sur la conformité des résultats. De plus, cette analyse ne comprend pas la mesure des paramètres « couleur » et « odeur ».
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité par l'ajout sur les analyses du flux de chacun des paramètres contrôlés et des deux paramètres manquants. Il transmettra les résultats de la prochaine analyse à l'inspection afin que celle-ci vérifie le retour à la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Mesure de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le mur présent entre l'atelier de maintenance et les pistes de lavage présentes les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : REI 120 [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas, au moment de la visite, de l'attestation de résistance au feu du mur de séparation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit fournir ce justificatif dans le délai imparti, ayant affirmé que celui-ci figurait dans

le dossier de permis de construire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Mesure de maîtrise des risques

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 4.3 / Articles L 181-14 et R 181-46 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant laisse libre en toutes circonstances l'espace situé entre l'arrière des pistes et la limite de propriété.
<b>Constats :</b>  L'espace mentionné dans la prescription est occupé par un container accueillant une installation de combustion composée de deux chaudières à gaz. Ce container est équipé de paroi coupe feu REI 60 et d'un système de coupure d'alimentation de gaz automatique. Cette installation de combustion (2 chaudières) a été télédéclarée par l'exploitant sous la rubrique 2910 sous le régime de déclaration en mars 2024 (> 1 MW) alors que conformément à l'article L. 181-14 du Code de l'environnement l'ajout d'une telle installation au sein d'un établissement relevant du régime de l'autorisation constitue une modification notable des installations qui aurait dû être portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale (préfet de Meurthe-et-Moselle).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit libérer cet espace.  L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation conformément au paragraphe II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'ajout d'une installation de combustion relevant de la rubrique 2910 sous le régime de la déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Livret d'accueil secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un livret d'accueil à destination des premiers secours, accessible en toute circonstance contient : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dossier contenant l'ensemble des FDS des matières utilisées sur le site,</li> <li>- un plan d'accès des accès au site, aux bâtiments et installation (masse et situation),</li> <li>- un plan des dispositifs de coupure des énergies,</li> <li>- un plan de situation des zones à risques,</li> <li>- un état de la défense incendie de l'établissement mentionnant les pressions et débits des poteaux et la simultanéité lorsqu'elle est requise.</li> </ul>



<b>Constats :</b>
Le livret d'accueil n'est pas réalisé et une partie des documents le constituant n'est pas finalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Le livret doit être finalisé et la justification de sa réalisation devra être transmise à l'inspection dans le délai imparti.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Prévention et gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/01/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entreprise TRANSPORTS ANTOINE LORRAINE génère des déchets dangereux et des déchets non dangereux. Les déchets dangereux sont de plusieurs types : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les premières eaux de lavage ou produit d'égoutture,</li> <li>- les boues des fosses toute eau de prétraitement du lavage interne des citernes,</li> <li>- les boues issues du nettoyage des séparateurs à hydrocarbures et du débourbeur gros volume,</li> <li>- les flottants des fosses toute eau et du séparateur à hydrocarbures et débourbeur gros volume.</li> </ul> Les premiers jus alimentaires seront stockés dans une cuve enterrée de 10 m <sup>3</sup> avant d'être collectés par une entreprise spécialisée pour être compostés ou méthanisés. Les boues sont collectées régulièrement par un prestataire agréé. L'exploitant assure un suivi des quantités de déchets produits par type de déchet (registre déchet...)
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu contrôler par sondage les registres déchets de 2023 et 2024. Ceux-ci répondent à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Implantation des appareils de distribution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation des appareils de distribution
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.
<b>Constats :</b>  Les appareils de distribution sont bien protégés des véhicules en étant surélevés d'au moins 15 cm.

La prescription contrôlée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les fûts, les réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  Le nom des produits est présent, ainsi que les symboles de danger pour la distribution de gazole. La prescription contrôlée est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriée aux risques et au moins protégée comme suit : [...] - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incendie une alarme optique ou sonore ; - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ; - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. Pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ; [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a pu vérifier sur l'îlot de distribution la présence : <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un système manuel commandant en cas d'incendie une alarme optique et sonore ;</li> <li>• d'un rappel des consignes de sécurité à l'aide d'un affichage lisible ;</li> <li>• la présence d'un extincteur homologué 233 B dûment vérifié.</li> </ul> La prescription contrôlée est vérifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Cas des stockages enterrés de liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteur de fuite
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les réservoirs enterrés sont en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable. Ils sont munis d'un système de détection de fuite [...]
<b>Constats :</b>  Le système de détection de fuite est présent mais l'indication de contrôle date de 2017. L'exploitant n'a pas pu justifier du bon fonctionnement du système de détection de fuite, le dernier contrôle opéré sur ce dernier ayant été réalisé en 2017.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de justifier du bon fonctionnement du détecteur de fuite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois